



EXPRESSION UNITAIRE

Paris, le 06 mai 2016

CHEMINOTS COMMERCIAUX VOYAGEURS GARES ET AGENTS D'ESCALE, **APPEL À MANIFESTATION** **LE MARDI 10 MAI 2016**

**Les Fédérations
représentatives des
cheminots CGT, UNSA
Ferroviaire et CFDT font
le constat que les
cheminots de
l'Exploitation et plus
particulièrement ceux des
filiales Commerciale
Voyageurs Gares et
Transport Mouvement
voient leurs effectifs
baisser année après
année. Il est temps d'en
finir avec ces plans
sociaux à répétition.**

Fermetures de guichets, de boutiques, de BCC, de Caisses, de CLD, suppression de l'autorisation de départ par un agent sédentaire (projet de remplacer les fonctions de sécurité par des Tâches Essentielles de Sécurité (TES) et des Tâches de Sécurité Autres qu'Essentielles (TSAE). La baisse des effectifs et l'abandon du service public sont le seul credo de la Direction. Des choix stratégiques "à la petite semaine" voient s'accélérer le démantèlement du réseau physique de vente de l'Entreprise. C'est pourtant ce même réseau physique de vente à très fort maillage, doublé du professionnalisme des cheminots du Commercial Voyageurs Gares, qui constitue un des atouts majeurs pour le service public. Un atout capital face à la politique néfaste de totale ouverture à la concurrence voulue par Bruxelles.

Les Fédérations Syndicales de Cheminots CGT, UNSA Ferroviaire et CFDT, appellent les agents concernés à contraindre, par la manifestation mardi 10 mai 2016, les Directions des activités voyageurs à ouvrir de véritables négociations sur les revendications suivantes :

1. Arrêt du plan social sur le Back Office qui prévoit le passage de 15 à 4 BCC d'ici à 2018 et l'étude sur la restructuration des caisses principales devant être menée sur 2016.
2. Un moratoire sur les réorganisations, avec l'arrêt des fermetures et des réductions d'ouvertures de points de vente, une mise en adéquation des points de vente avec les besoins des usagers qui se traduit nécessairement par des **réouvertures**. Nous exigeons l'arrêt du développement de la distribution exclusive de produits sur internet, la reconnaissance de la pénibilité pour les agents des chantiers vente et télévente et que les coûts d'appels dans les CLD ne soient plus surtaxés.

3. L'arrêt des externalisations de tâches (Nova'ter, Pimms, Itirémia, CityOne, Challencin ...) et la réintégration de celles externalisées, la distribution de l'ensemble des produits SNCF sur tout le territoire, avec des agents formés et en nombre suffisant pour assurer un service de qualité.
4. Le maintien de la charge de la sécurité au sol pour les agents Transport Mouvement affectés à l'escale (autorisation de départ de trains, STEM, bulletins de freinage, ...) et le respect des prérogatives métiers reprises dans le dictionnaire des filières. Que les postes de chefs d'escale, où des missions de sécurité existent, relèvent de la fonction Transport Mouvement.
5. Arrêt des expérimentations sauvages qui ne respectent pas les métiers : Stop à l'assermentation des agents Commerciaux Gares, aux tâches de production voyageurs, aux RO (Responsables d'Opérations), au projet petit collectif, Excellence Dpx, Chacun son métier !
6. L'intégration des CDD avec application systématique de la directive NOGUE pour ceux qui ont plus de 6 mois de contrat et l'arrêt du recrutement à l'annexe C d'agents relevant de la tenue de postes repris au dictionnaire des filières, ainsi que l'intégration massive des emplois d'avenir ayant donné satisfaction dans la qualité de service.
7. L'arrêt des déclassements de postes de la qualification E vers D, la réouverture d'examens de TC Voyageurs, l'obtention d'un poste pour les TC en attente (plus de 100 agents), et la décharge de certaines procédures, tenue de tableaux de bord, etc... concernant les personnels maîtrises et cadres, afin qu'ils regagnent en proximité et en reconnaissance de la part de leurs agents.

L'heure est plus que jamais à l'unité, face aux menaces et au chantage du Patronat (UTP), de la Direction de l'entreprise et du Gouvernement. Les cheminots, dans leur ensemble, exigent de conserver des conditions de travail dignes et acceptables voire de gagner de nouveaux droits, éléments indispensables garant d'un service public de qualité, d'un haut niveau de sécurité que les usagers sont en droit d'attendre.

Les Fédérations Syndicales de Cheminots CGT, UNSA Ferroviaire, et CFDT, fortes du soutien des cheminots aux dernières élections professionnelles, entendent bien assurer leurs responsabilités.